

COUP D'ÉTAT OU COUP DE LA LIBERATION : QUESTIONNEMENT D'UN CONCEPT

Jeannette Yolande MBONDZI

jeannetembondzi@gmail.com

Emmanuel Thierry KOUMBA

*Université Omar Bongo, Centre de Recherche et d'Etudes sur
le Langage et les Langues (CRELL)*

Résumé :

Le coup d'État du 30 août 2023 au Gabon, mené par le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a suscité un vaste débat sur sa nature. Si cette prise de pouvoir, qui a mis fin au règne d'Ali Bongo Ondimba, a été saluée par une partie de la population, elle soulève des questions quant à sa légitimité et à ses motivations profondes. Entre coup d'État traditionnel et coup de libération, cet événement interroge les notions de pouvoir, de démocratie et de souveraineté populaire. L'analyse des réactions des Gabonais à travers le prisme de la spirale du silence et celle des représentations sociales a permis de mieux comprendre comment ce récit s'est construit et a évolué dans l'espace public.

Mots clés : *coup d'État, État, libération, coup de libération.*

Abstract :

The coup d'état of August 30, 2023, in Gabon, led by General Brice Clotaire Oligui Nguema, has sparked a wide-ranging debate about its nature. While this seizure of power, which ended the reign of Ali Bongo Ondimba, was welcomed by a portion of the population, it raises questions about its legitimacy and underlying motivations. Between a traditional coup d'état and a liberatory coup, this event challenges the notions of power, democracy, and popular sovereignty. By analyzing the reactions of Gabonese people through the lens of the spiral of silence and social representations, we can better understand how this narrative was constructed and evolved in the public sphere.

Keywords : *putsch, State, Liberation, Liberation coup.*

Introduction

Le Gabon a connu plusieurs coups d'État avant celui du 30 août 2023. L'histoire politique du pays est marquée par ces événements qui ont souvent entraîné des changements de régime et des périodes d'instabilité. Le coup d'État de 2023 s'inscrit donc dans un contexte historique marqué par une certaine instabilité politique et des changements de régime par la force et constitue alors un événement marquant qui soulève de nombreuses questions sur la nature des régimes politiques en Afrique, sur les relations entre l'armée et le

pouvoir civil, et sur les aspirations démocratiques des populations. Le coup d'État orchestré par le général Brice Clotaire Oligui Nguema, le 30 août 2023, marque ainsi un tournant décisif dans l'histoire politique du Gabon.

En renversant Ali Bongo, président depuis 2009, cet événement s'inscrit dans un contexte de contestations électorales croissantes et de tensions politiques qui bien que largement accueilli avec enthousiasme par la population, soulève des questions fondamentales sur la nature et les implications de ce coup d'État. Le fait que les putschistes et une grande partie de la population gabonaise préfèrent parler de Coup de Libération plutôt que de coup d'État nous amène à questionner ces deux concepts. Il s'agit pour nous dans cette contribution de montrer comment les concepts. Il s'agit pour nous, de montrer comment les concepts de coup d'État et de coup de libération sont des constructions sociales et politiques qui évoluent dans le temps et selon les contextes. En effet, en fonction de ce déroulement, on peut passer du coup d'État au coup de la Libération, sans transition.

Notre étude se subdivise en quatre temps : le premier (1) présente les cadres théoriques et conceptuel, le second(2) examine les caractéristiques de ces deux concepts, le troisième (3) questionne les deux concepts et le quatrième enfin, (4) analyse le cas du Gabon.

1. Cadre théorique et conceptuel

1.1. Cadre théorique

Pour comprendre pleinement le coup d'État gabonais, il est utile d'examiner les cadres théoriques qui peuvent éclairer ce type de changement politique. Notre étude postule que le coup d'État perpétré au Gabon est un coup de libération. Pour le démontrer, nous avons combiné deux cadres théoriques afin d'obtenir une analyse riche et nuancée. La première théorie est celle des représentations sociales de Moscovici (1961, 1988), qui permet de comprendre comment les individus et les groupes sociaux construisent leur propre réalité sociale à partir des informations et des interactions qu'ils ont. Pour l'auteur, les représentations sociales ne sont pas figées, elles évoluent en fonction des changements sociaux, des conflits et des nouvelles informations. En appliquant la théorie des représentations sociales au coup d'État au Gabon, on veut comprendre comment ces dernières influencent la

perception que les Gabonais ont de la légitimité du nouveau régime et leurs attentes vis-à-vis de l'avenir. La deuxième théorie est celle de la spirale du silence de Noelle-Neumann (1993). Cette théorie explique comment les personnes peuvent hésiter à exprimer leurs opinions lorsqu'elles sont perçues comme minoritaires, un phénomène qui peut s'accroître dans un environnement répressif où les voix dissidentes sont souvent réduites au silence. C'est le cas au Gabon où pendant longtemps, les gabonais n'avaient pas la possibilité de s'exprimer, face à un pouvoir répressif. C'est en cela que le coup d'État du 30 août a été vécu comme un véritable coup de la libération.

1.2. Cadre conceptuel

1.2.1. Coup d'État

Historiquement, les coups d'État ont été perçus comme des actes violents, illégitimes et non démocratiques, généralement menés par des groupes militaires ou des factions politiques cherchant à prendre le pouvoir en contournant les processus institutionnels établis. Ces événements sont souvent caractérisés par l'utilisation de la force armée et la suspension des institutions démocratiques, plongeant le pays dans des périodes d'incertitude et d'instabilité prolongées. Les motivations derrière ces prises de pouvoir peuvent varier, mais elles incluent fréquemment la contestation des régimes autoritaires, la lutte pour des ressources ou le désir de réorganiser les hiérarchies du pouvoir sans nécessairement avoir le soutien populaire.

L'absence de légitimité démocratique, ainsi que la concentration du pouvoir entre les mains d'un groupe restreint, génèrent des tensions politiques qui affaiblissent souvent les fondations institutionnelles du pays. Par exemple, le coup d'État de 1980 au Libéria, mené par Samuel Doe contre le président Tolbert, a plongé le pays dans une guerre civile prolongée, marquée par la violence ethnique et l'effondrement de l'État¹. De même, au Mali en 2021², l'instabilité politique engendrée par le renversement du gouvernement a exacerbé les tensions sécuritaires dans un pays déjà fragilisé par des conflits internes, compromettant la transition démocratique et aggravant les crises socio-économiques.

¹A. Sesay et D. Bach, « Le coup d'État au Libéria. Facteurs internes et effets régionaux »
https://www.persee.fr/doc/polaf_0244-7827_1982_num_7_1_3600

²Le Monde Afrique, « Comment le Mali a vécu un deuxième coup d'État en moins d'un an »
https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/31/au-mali-la-semaine-ou-le-colonel-goita-s-est-couronne-president_6082131_3212.html

1.2.2. Coup de libération

À l'inverse, les coups dits de « libération » ou révolutionnaires sont souvent justifiés comme des mouvements ayant pour objectif de renverser des régimes oppressifs, corrompus ou perçus comme illégitimes, avec une volonté affirmée de redonner le pouvoir au peuple. Ces mouvements se distinguent des coups d'État classiques par leur appel à des réformes profondes et structurelles, visant à transformer les institutions politiques et sociales dans une direction plus juste et égalitaire. L'un des exemples les plus emblématiques de ce type de mouvement est la Révolution des Officiers Libres en Égypte en 1952, menée par Gamal Abdel Nasser. Ce coup de force visait à mettre fin à la monarchie corrompue de Farouk Ier, à abolir l'influence coloniale britannique et à instaurer des réformes sociales majeures. Plus qu'un simple changement de dirigeants, ce mouvement portait une vision de justice sociale, de redistribution des terres et d'indépendance nationale, transformant profondément la société égyptienne. Contrairement aux coups d'État traditionnels, ces coups de libération cherchent à réformer en profondeur la structure du pouvoir et à répondre à des aspirations populaires, même si, dans certains cas, ils peuvent aussi dériver vers des formes autoritaires. La section qui suit passe en revue quelques coups d'État perpétrés dans le monde.

2. Coups d'État vs Coups de Libération dans le monde et leurs caractéristiques

2.1. Le coup d'État et ses caractéristiques

2.1.1. Prise de pouvoir par la force

La première caractéristique de ces coups d'État est qu'ils impliquent souvent une prise de pouvoir militaire ou par la force, avec des impacts sur la stabilité politique.

2.1.2. Absence de légitimité démocratique

La deuxième caractéristique est que ces événements se produisent généralement en l'absence de légitimité démocratique, comme le montrent les exemples au Libéria, en Guinée ou en Tunisie.

Les coups d'État, par leur nature même, impliquent souvent une prise

de pouvoir brutale, souvent orchestrée par l'armée ou par des factions paramilitaires qui cherchent à s'emparer du contrôle des institutions étatiques. Ces événements s'opèrent en dehors des cadres démocratiques et constitutionnels, reposant sur l'usage de la force pour déloger un gouvernement en place, qu'il soit légitime ou perçu comme tyrannique. Dans de nombreux cas, ces coups d'État sont caractérisés par la suspension des constitutions, la dissolution des parlements, et la neutralisation des pouvoirs exécutifs et judiciaires, remplaçant souvent les dirigeants déchus par un régime militaire ou un pouvoir autoritaire temporaire qui se prolonge dans le temps. Cette prise de pouvoir forcée, en écartant les voies légales et la volonté populaire a des répercussions immédiates et durables sur la stabilité politique du pays, exacerbant souvent les tensions sociales et ethniques déjà présentes.

L'impact des coups d'État sur la stabilité politique peut être dévastateur. En interrompant la continuité gouvernementale, ces événements provoquent un affaiblissement des institutions publiques et une érosion de la confiance entre les citoyens et les autorités. Les pays ayant subi un coup d'État sont souvent plongés dans des périodes prolongées de désordre politique, marquées par la répression, la contestation populaire et parfois même des guerres civiles.

L'absence de légitimité démocratique du nouveau régime impose une relation coercitive entre l'État et la société, où la dissidence est réprimée, les libertés restreintes, et l'opposition muselée. Cela crée des climats d'insécurité politique où les acteurs sociaux et économiques sont incapables de planifier à long terme, craignant de nouvelles révoltes ou des contrecoups potentiels. Un exemple marquant est le coup d'État de 1980 au Libéria, où la prise de pouvoir par Samuel Doe, à la suite de l'assassinat du président Tolbert, a engendré une guerre civile sanglante, ravageant le pays pendant des décennies, et détruisant les bases de la gouvernance et du tissu social. Par ailleurs, la militarisation du pouvoir consécutive aux coups d'État conduit fréquemment à l'instauration de régimes autoritaires où les militaires, en s'arrogeant la gestion des affaires publiques, suppriment les libertés fondamentales et concentrent les ressources du pays à leur profit ou à celui d'une élite restreinte. Les populations se retrouvent alors souvent marginalisées avec peu ou pas d'accès aux processus de décision et le fossé entre le pouvoir et le peuple s'accroît.

En Afrique, de nombreux pays ont expérimenté cette forme de gouvernance militarisée, comme en Guinée avec le coup d'État de 2021 qui a renversé le président Alpha Condé³. Bien que certains coups d'État soient justifiés par les auteurs comme des réponses à des régimes corrompus ou inefficaces, la réalité est souvent que ces prises de pouvoir entraînent une fragilisation supplémentaire des institutions politiques, un ralentissement du développement économique et une aggravation des inégalités sociales. Cependant, tous les coups d'État ne débouchent pas systématiquement sur une dictature militaire prolongée ou sur un chaos politique. Certains régimes issus de coups d'État ont su, avec le temps, restaurer un semblant de stabilité, voire amorcer des transitions démocratiques. Ce fut le cas du Portugal lors de la Révolution des Œillettes en 1974, où l'armée a renversé la dictature de Salazar dans un mouvement largement pacifique, ouvrant la voie à la démocratie. Mais de tels cas sont rares, et la majorité des coups d'État échouent à instaurer durablement la paix et la prospérité, soulignant les risques inhérents à ce mode d'accession au pouvoir. Ainsi, les coups d'État, en perturbant brutalement l'ordre constitutionnel, créent des dynamiques d'instabilité politique qui peuvent perdurer longtemps après la prise de pouvoir initiale. Ils compromettent le développement institutionnel, aggravent les divisions internes et perpétuent souvent un cycle de violence et de répression, laissant derrière eux un héritage durable de fragilité politique et sociale.

2.2. Coup de Libération et ses caractéristiques

2.2.1. Mouvement politique

Leur première caractéristique est qu'ils « *sont souvent soutenus par des mouvements politiques visant à établir une démocratie et une justice sociale, comme la Révolution des Officiers Libres en Égypte* » (Hibou B. 2006 : 217-221)

La deuxième caractéristique est que ces mouvements cherchent à instaurer des réformes profondes, comme le montre le coup de libération du 30 août 2024 au Gabon. Le coup d'État au Gabon⁴, bien que semblant à première vue similaire à d'autres coups d'État, se distingue par ses ambitions de réformes profondes et sa réception positive par une grande partie de la population.

³Radio Canada, Coup d'État en Guinée, le président Alpha Condé capturé par les putschistes <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1821827/guinee-afrique-putsch-coup-armee>

⁴ Coup d'État au Gabon. Jeune Afrique. <https://www.jeuneafrique.com>

L'annulation des élections controversées et la dissolution des institutions ont été suivies de réformes ambitieuses, telles que la modernisation des infrastructures, la relance des services publics et des projets de construction visant à améliorer les conditions de vie. Ces actions suggèrent une volonté de créer un nouveau modèle de gouvernance basé sur des principes de justice sociale et de développement⁵.

3. Comparaison et questionnement du concept

3.1. Similitudes et différences

Il existe des similitudes entre coup d'État et coup de libération. En effet quelques les deux impliquent le renversement d'un gouvernement en place, souvent par des moyens non démocratiques. Les forces armées jouent souvent un rôle central dans les deux situations en prenant le contrôle des institutions clés (la radio, la télévision, les aéroports, etc.)

Les deux peuvent susciter des réactions variées parmi la population, allant de la célébration à la méfiance, selon la perception du régime renversé et des intentions des nouveaux dirigeants. C'est ce sentiment que rapporte France 24 sur son site « *Après l'annonce de la prise de pouvoir par les militaires mercredi 30 août au matin, des milliers de Gabonais sont descendus dans les rues pour la célébrer. Des vidéos montrent des manifestants chantant l'hymne national, célébrant les militaires, pendant qu'en parallèle, le chef de la Garde républicaine était porté en triomphe par ses hommes...* »⁶

Les auteurs de coups d'État et de libération justifient souvent leurs actions par la nécessité de mettre fin à un régime corrompu ou oppressif⁷. Cependant, la principale différence réside dans la légitimité perçue et les intentions déclarées. Un coup d'État est souvent vu comme une prise de pouvoir illégitime, tandis qu'un coup de libération est perçu comme une action visant à restaurer la liberté et les droits fondamentaux du peuple⁸.

La différence réside dans le fait que le premier est considéré comme illégitime, car il implique la prise de pouvoir par la force sans le consentement de la population alors que le second est jugé légitime

⁵ Comprendre le coup d'État au Gabon. The Conversation. <https://theconversation.com/comprendre-le-coup-d'etat...>

⁶Coup d'État au Gabon : "un sentiment de libération" et "des inquiétudes pour la démocratie" <https://>

⁷Distinction entre un coup d'Etat et un coup de libération - 7 jours info

⁸Distinction entre un coup d'Etat et un coup de libération - 7 jours info

puisque les acteurs sont vus comme des libérateurs luttant contre un régime oppressif. Tandis que les premiers cherchent souvent à maintenir ou à accroître le pouvoir d'une élite, les seconds visent des réformes profondes et une meilleure justice sociale. Pour ce qui est des coups d'État, ils reposent sur une prise de pouvoir rapide et généralement violente, souvent menée par une partie de l'armée ou des factions politiques. Les méthodes employées visent la neutralisation des institutions clés pour faciliter la prise de contrôle du gouvernement sans véritable consultation populaire.

Les coups de libération tendent à inclure une dimension participative plus importante, s'appuyant sur un soutien populaire ou des mouvements de résistance civile. Les méthodes peuvent inclure non seulement une action militaire, mais aussi des mobilisations sociales, des revendications de droits, et une vision de refondation des institutions en vue d'un avenir plus juste. Ainsi, bien que les deux types de révolutions puissent impliquer des changements soudains de pouvoir, leurs intentions et moyens d'action diffèrent largement selon qu'ils visent la perpétuation du statu quo ou une transformation radicale du système politique.

3.2. Objectifs

En termes d'objectifs, les motivations des coups d'État peuvent varier, incluant des ambitions personnelles, des intérêts militaires ou économiques alors que le coup de libération vise généralement à libérer un peuple d'un régime tyrannique ou colonial, avec pour objectif de restaurer des droits et libertés. Le coup d'État peut manquer de soutien populaire et être vu comme une usurpation de pouvoir tandis que le coup de libération, souvent soutenu par une partie significative de la population qui aspire à un changement, est vu par cette dernière comme salutaire.

3.3. Les conséquences internationales

Si le coup d'État peut entraîner des sanctions internationales et une condamnation de la communauté internationale, le coup de libération peut quant à lui, recevoir le soutien international, surtout si le régime renversé est largement considéré comme illégitime ou oppressif. Ces différences montrent comment la perception et les intentions derrière ces actions peuvent varier considérablement.

3.3.1. Conséquences politiques et sociales

Les coups de libération tendent à avoir des conséquences plus positives sur la société, comme la transformation politique au Gabon⁹.

En comparant ces deux types d'événements, il est possible de discerner des similitudes et des différences notables. Les coups d'État et les coups de libération diffèrent principalement dans leurs objectifs et leurs méthodes. Les coups d'État se concentrent souvent sur la prise de pouvoir sans viser des réformes profondes, tandis que les coups de libération cherchent à transformer profondément le système politique et social. Les conséquences politiques et sociales de ces événements peuvent également varier : les coups de libération, lorsqu'ils sont couronnés de succès, tendent à apporter des changements positifs durables, contrairement aux coups d'État qui peuvent conduire à une instabilité prolongée.

3.4. Débat sur la légitimité

Le débat sur la légitimité d'un coup d'État comme coup de libération repose sur la manière dont les actions entreprises répondent aux attentes de justice sociale et de réforme. La question centrale est donc de savoir si un coup d'État peut être justifié par les réformes qu'il permet et par l'amélioration des conditions de vie des citoyens.

3.4.1. Quand un coup d'État peut-il être considéré comme un coup de libération ?

Un coup d'État peut être perçu comme un coup de libération lorsque ses motivations et ses actions répondent à des aspirations populaires de réformes sociales, économiques et politiques. La distinction entre un coup d'État conventionnel, qui se concentre sur l'acquisition ou la consolidation du pouvoir et un coup de libération réside dans la manière dont les acteurs se présentent en tant qu'agents de changement au service d'une cause collective.

Pour qu'un coup d'État soit légitime en tant que coup de libération, les

⁹Coup d'État au Gabon : quelles conséquences géopolitiques ? 4 septembre 2023. Le point de vue de Francis Laloupo <https://www.iris-france.org/177772-coup-d'état-au-gabon-quelles-consequences-geopolitiques/>

actions entreprises doivent :

- *Résoudre des injustices sociales* : Si un régime en place est oppressif, corrompu ou inefficace dans la protection des droits fondamentaux, et qu'un coup d'État renverse ce régime en vue d'améliorer les conditions de vie des citoyens, il peut être perçu comme un acte de libération.
- *Instaurer des réformes systémiques* : Un coup d'État ne devient un coup de libération que si les nouveaux dirigeants s'engagent à réformer profondément les institutions, à mettre en place des structures plus démocratiques et à garantir une justice sociale accrue pour les populations marginalisées.
- *Être soutenues par la population* : La légitimité populaire est cruciale. Si la population voit dans ce coup d'État une opportunité de libération et de progrès, le changement de pouvoir peut acquérir une certaine légitimité morale. Un soutien massif ou une absence de résistance populaire peut indiquer que le coup d'État répond à une demande de changement.

3.4.2. Critères de légitimité et de justice sociale

La légitimité d'un coup d'État, pour être assimilé à un coup de libération, se mesure à l'aune de critères de justice sociale et de gouvernance équitable. Ces critères peuvent inclure :

- *Le respect des droits fondamentaux* : Un coup d'État qui renverse un régime autocratique ou répressif doit démontrer son engagement à protéger les libertés individuelles, les droits humains et à promouvoir une égalité réelle au sein de la société. La justice sociale implique l'inclusion de toutes les couches de la population, en particulier les plus vulnérables, dans les décisions politiques et économiques.
- *Des réformes économiques en faveur de l'équité* : La capacité à redistribuer les ressources économiques de manière plus équitable est un indicateur clé de justice sociale. Les réformes économiques doivent viser à réduire les inégalités et à améliorer l'accès des citoyens aux services essentiels comme l'éducation, la santé et l'emploi.

- *Une gouvernance efficace et transparente* : La légitimité d'un coup d'État repose également sur l'aptitude des nouveaux dirigeants à instaurer une gouvernance transparente et responsable. Un coup d'État ne peut être perçu comme légitime s'il aboutit à une dictature ou à une oligarchie ; au contraire, il doit promouvoir des mécanismes démocratiques, encourager la participation citoyenne et se soumettre à des processus de contrôle institutionnels pour garantir l'absence de corruption.
- *L'amélioration des conditions de vie* : L'un des critères les plus tangibles de légitimité est l'impact sur la vie quotidienne des citoyens. Si un coup d'État entraîne une amélioration significative des conditions de vie : réduction de la pauvreté, accès accru aux soins de santé et à l'éducation, meilleures opportunités économiques... Il peut être vu comme un coup de libération, car il répond aux attentes populaires de bien-être collectif.
- *Un processus de réconciliation nationale* : Enfin, un coup d'État légitime en tant que coup de libération doit favoriser la cohésion nationale en engageant des dialogues inclusifs, en réconciliant les groupes sociaux et politiques divisés et en promouvant un avenir fondé sur la paix sociale et la justice.

4. Que dire du Gabon : coup d'État ou coup de la Libération ?

Pour répondre à cette question, nous allons examiner notre corpus à la lumière des deux cadres théoriques sollicités pour cette étude.

En appliquant la théorie de la spirale du silence, nous voyons à travers leurs réactions rapportées ci-dessus que les Gabonais vivaient dans la peur et ne pouvaient pas s'exprimer librement.

« *C'est enfin notre essor vers la félicité* ». Cette phrase extraite de La Concorde, l'hymne national gabonais, et reprise par tous les Gabonais et reprise par tous les Gabonais et martelée par les militaires à chacune de leurs apparitions, témoigne du fait que ce peuple se sentait opprimé. Il en est de même pour celles-ci « *vive le Gabon libre !* » ; « *Je pense que c'était la seule solution qui pouvait nous faire sortir du règne des bongos... Je pense qu'ils ont oublié que c'était la démocratie et non la monarchie* ». L'expression « *Nous faire sortir* » que nous retrouvons dans l'une des phrases citées plus haut, renforce l'idée selon laquelle, le peuple gabonais se sentait

prisonnier du système politique qui a pris fin après le coup d'État. Avec cette phrase « *C'est rare dans mon pays de voir les civils et l'armée ensemble* », on mesure le degré d'oppression jusque-là subie par les Gabonais. « *C'est pas un coup d'État mais c'est un coup de liberté !* » ; cette dernière réaction répond à notre question et met en lumière le sentiment de liberté apporté par ce coup d'État.

La théorie des représentations sociales se donne à lire dans les énoncés ci-dessous

- *Légitimité de l'armée* : ... Si l'armée n'avait pas pris position, la population elle-même serait sortie pour revendiquer leur victoire. Je pense que l'armée a réagi pour protéger la vie des Gabonais... par ces paroles, Cet exemple le locuteur légitime le coup d'État ; *La lueur d'espoir* : Je suis pleine d'espoir. Il y a un énorme sentiment de trop-plein au Gabon, et pas que ces dernières années. A travers ces phrases on peut les attentes d'une grande partie de la population vis-à-vis des militaires et de l'avenir.
- *Rupture avec un système* : Ce coup d'État est déjà en soi un acte historique, il marque la rupture avec un système, qui a été longtemps, 60 ans, au pouvoir. Mais il y a des inquiétudes qui peuvent être nourries quant à savoir si des réflexions seront menées dans le sens de rétablir l'ordre démocratique par la voie des urnes,... Dans cet énoncé, on peut observer que la construction des réalités sociales se fait à partir des informations reçues des militaires.

Les témoignages réunis ici permettent d'observer la perception et l'évolution des concepts de Coup d'État et de coup de Libération dans un contexte bien précis, ce qui constitue une réponse à la question posée par le sujet. En effet, même si pour certains gabonais, l'inquiétude de voir les militaires échouer dans leur projet de restitution des institutions demeure, nous pouvons considérer que le coup de force perpétré par ces derniers, le 30 août 2023, au Gabon répond bien à la définition et aux caractéristiques d'un coup de Libération.

Conclusion

Ce travail avait pour objectif de questionner deux concepts : celui de coup d'État et de coup de la Libération. En s'appuyant sur les

différences qui existent entre les deux concepts en les appliquant au corpus, l'étude a révélé qu'un coup d'Etat peut être requalifié comme coup de libération si ce dernier remplit les objectifs d'amélioration du bien-être collectif, de renforcement de la justice sociale, et de la gouvernance. C'est dans cette capacité à transformer les structures oppressives en systèmes plus justes et équitables que repose la légitimité d'un tel acte.

Le coup d'État du 30 août 2023 au Gabon a ainsi pu être qualifié de coup de Libération, parce qu'il est vécu par les Gabonais comme un moment de profondes réformes et de changements mélioratifs dans leur vie ainsi que l'ont montré les réactions recueillies sur la toile. La théorie de la spirale du silence a permis de lire dans les réactions des Gabonais qu'ils vivaient dans la peur de s'exprimer librement. Ce sentiment de liberté retrouvée a ainsi permis de requalifier ce coup d'État en coup de Libération. Avec la théorie des représentations sociales, le corpus a mis en lumière le fait que les gabonais ont bâti toute leur confiance sur les militaires, en construisant leurs réalités sociales à partir des informations reçues de ces derniers. En effet les militaires affirmaient que « *l'élection ne répondait pas aux critères d'un scrutin transparent, crédible et inclusif tant attendu par le peuple gabonais* » et annonçaient la « *dissolution de toutes les institutions de la République* » en raison de « *la grave crise institutionnelle, politique, économique et sociale* » que traversait le pays. C'est sur ces propos que les gabonais se sont appuyés pour légitimer le coup d'État.

Références bibliographiques et webographique

Hibou Béatrice (2006), *La Privatisation des États: L'Afrique en mutation*. Karthala.

Noelle-Neumann Elisabeth (1993) *The Spiral of Silence: Public Opinion – Our Social Skin*. University of Chicago Press.

Moscovici Serge (1988), *La machine à faire des dieux : sociologie et psychologie*. Paris, Fayard.

Sesay Alie et Bach, Daniel, *Le coup d'État au Libéria. Facteurs internes et effets régionaux* https://www.persee.fr/doc/polaf_0244-7827_1982_num_7_1_3600

<https://www.iris-france.org/177772-coup-detat-au-gabon-quelles-consequences-geopolitiques/> *Coup d'État au Gabon : quelles conséquences géopolitiques ? 4 septembre 2023. Le point de vue de Francis Laloupo.*

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/05/31/au-mali-la-semaine-ou-le-colonel-goita-s-est-couronne-president_6082131_3212.html. *Le Monde Afrique, Comment le Mali a vécu un deuxième coup d'Etat en moins d'un an.*

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1821827/guinee-afrique-putsch-coup-armee/> *Coup d'État en Guinée, le président Alpha Condé capturé par les putschistes*

<https://www.jeuneafrique.com>, *Coup d'État au Gabon. Jeune Afrique.*

<https://theconversation.com> ». *Comprendre le coup d'Etat au Gabon. The Conversation.*

<https://observes.france24.com/fr/Afrique/20230830-Gabon-coup-etat-bongo-reaction-liberation-oligui>. *Coup d'État au Gabon : “un sentiment de libération” et “des inquiétudes pour la démocratie”*

<https://joursinfo.com/actualite/> *Distinction entre un coup d'Etat et un coup de libération*